



**PRÉFET
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Niort, le 10/02/2026

ZI de Saint Liguair
4, rue Alfred Nobel
79000 NIORT

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SUEZ RV SUD OUEST- Centre de tri

2 chemin Baillou
Immeuble TO
33140 Villenave-D'ornon

Références : 0007202493/2026/73
Code AIOT : 0007202493

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/10/2025 dans l'établissement SUEZ RV SUD OUEST- Centre de tri implanté 200 avenue Jean Jaurès ZI de Saint-Florent 79000 Niort. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV SUD OUEST- Centre de tri
- 200 avenue Jean Jaurès ZI de Saint-Florent 79000 Niort
- Code AIOT : 0007202493
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

Thèmes de l'inspection :

- AN25 tri
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Tri 6-8 flux	Code de l'environnement du 16/07/2021, article D.543-281	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
3	Tri 6-8 flux	Code de l'environnement du 16/07/2021, article D.543-284	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Tri 6-8 flux	Arrêté Ministériel du 21/12/2021, article Article 1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
7	Traçabilité	Code de l'environnement du 01/01/2024, article R.541-43	Demande d'action corrective	2 mois
10	Traçabilité	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-48-4	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
13	Entreposage des déchets dans le centre de tri	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I, 3.5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Tri 6-8 flux	Code de l'environnement du 16/07/2021, article D.543-282	Sans objet
5	Tri 6-8 flux	Code de l'environnement du 16/07/2021, article L.541-21-I	Sans objet
6	Traçabilité	Code de l'environnement du 01/01/2024, article R.541-45	Sans objet
8	Traçabilité	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article Article 1er	Sans objet
9	Traçabilité	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article Article 2	Sans objet
11	Information préalable à l'admission des déchets en centre de tri	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I, 3.3	Sans objet
12	Procédure d'admission des déchets dans le centre de tri	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I, 3.4	Sans objet

2-3) Fiches de constats

N° 1 : Tri 6-8 flux

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/07/2021, article D.543-281		
Thème(s) : Risques chroniques, Tri à la source		
Prescription contrôlée : <p>Les producteurs ou détenteurs de déchets trient à la source les déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de bois, de fraction minérale et de plâtre entre eux et par rapport aux autres déchets.</p> <p>Par dérogation aux dispositions du précédent alinéa, les déchets appartenant à la catégorie des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de bois et de fraction minérale peuvent être conservés ensemble en mélange, pour tout ou partie des flux, dès lors que cela n'affecte pas leur capacité à faire l'objet d'une préparation en vue de leur réutilisation, d'un recyclage ou d'autres opérations de valorisation conformément à la hiérarchie des modes de traitement, définie à l'article L. 541-1 du présent code. La valorisation des déchets ainsi collectés conjointement présente une efficacité comparable à celle obtenue au moyen d'une collecte séparée de chacun des flux de déchets.</p>		
Constats : <p>Les différents flux disposent de zones dédiées à leur dépôt, pour les 6 flux gérés par l'établissement (pas de verre, ni de textile). Le tri est mécanique avec une particularité pour les déchets relevant de l'éco-organisme Eco-maison: en effet, un tri manuel est effectué une fois par semaine pour séparer les flux relevant de la filière DEEE et du réemploi.</p> <p>La zone de dépôt ne dispose pas d'un marquage permettant d'identifier clairement les zones de chaque flux.</p> <p>La zone de "flux en mélange professionnel" a fait l'objet d'un examen plus approfondi lors de la visite :</p> <p>Un déchargement en cours provenant du centre Leclerc contenait des déchets fermentescibles (végétaux, sandwiches emballés) et des déchets recyclables (bouteilles plastiques).</p> <p><u>Origine géographique des déchets:</u></p> <p>Le registre 2024 des déchets entrants permet de constater l'origine géographique des déchets</p> <p>Les déchets dont la provenance est la plus lointaine sont repris ci-dessous</p>		
Département	Quantité Nette	Distance en km
69	442450	518,3589
76	8840	458,6803
93	13960	450,4294
75	66471	439,3192

92	25200	431,5465
31	21380	421,2568
78	8103	406,4294
33	19590	204,6538
49	28956	160,0711

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le marquage des zones de dépôt est à mettre en place pour identifier clairement les zones de chaque flux.

—

Il est demandé à l'exploitant lors d'un prochain apport de ce producteur (Centre Leclerc) de bien vouloir:

- procéder à une caractérisation des déchets
- transmettre le résultat à l'inspection
- informer LECLERC du résultat et de ses obligations de tri à la source

L'exploitant pourra utilement consulter la documentation suivante :

<https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/documents/PRO-tri-dechets-4p.pdf>

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Tri 6-8 flux

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/07/2021, article D.543-282
Thème(s) : Risques chroniques, Valorisation
Prescription contrôlée : Les producteurs et détenteurs de déchets : <ul style="list-style-type: none">- soit procèdent eux-mêmes à la valorisation de ces déchets ;- soit cèdent ces déchets à l'exploitant d'une installation de valorisation ;- soit cèdent ces déchets à un intermédiaire assurant une activité de collecte, de transport, de négoce ou de courtage de déchets mentionnée aux articles R. 541-50 et R. 541-54-1 en vue de leur valorisation.
Constats : Les registres des 3 dernières années ont été transmis à l'inspection. La sensibilisation des producteurs est réalisée par les commerciaux.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Tri 6-8 flux

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/07/2021, article D.543-284
Thème(s) : Risques chroniques, Attestations de valorisation
Prescription contrôlée : Les exploitants d'installation mentionnés au troisième alinéa de l'article D. 543-282 délivrent chaque année, avant le 31 mars, aux producteurs ou détenteurs de déchets leur ayant cédé des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de bois, de fraction minérale et de plâtre l'année précédente une attestation mentionnant les quantités exprimées en tonnes, la nature des déchets qui leur ont été confiés l'année précédente en vue de leur valorisation et leurs destinations de valorisation finale. Les intermédiaires mentionnés au quatrième alinéa de l'article D. 543-282 délivrent chaque année, avant le 31 mars, aux producteurs ou détenteurs de déchets leur ayant cédé des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de bois, de fraction minérale et de plâtre l'année précédente une attestation mentionnant les quantités exprimées en tonnes, la nature des déchets qu'ils ont collectés séparément l'année précédente en vue de leur valorisation et leurs destinations de valorisation finale. Les attestations mentionnées aux deux alinéas précédents peuvent être délivrées par voie électronique.
Constats : <u>Concernant les attestations de valorisation des déchets entrants</u> L'exploitant émet des attestations à ces clients. Les attestations sont à disposition sur un espace numérique dédié et émis automatiquement chaque année pour chaque flux et chaque client.

<p><u>Concernant les attestations de valorisation des déchets sortants</u></p> <p>L'exploitant ne dispose pas des attestations requises.</p> <p>Les déchets sont acquis par SUEZ Trading et revendus (aux installations de destination).</p> <p>SUEZ trading donne alors les ordres de chargement pour les destinations qu'il a choisies.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à la société SUEZ Trading, en tant que négociant, de transmettre les attestations 2024 (puis celles à venir) pour chaque flux de déchets pris en charge.</p> <p>Dès réception de ces attestations, SUEZ NIORT en informe l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 4 : Tri 6-8 flux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/12/2021, article Article 1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Attestations de valorisation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A compter du 1er janvier 2023, l'attestation mentionnée à l'article D. 543-284 du code de l'environnement, portant sur les quantités de déchets collectés et traités l'année précédente, est délivrée suivant le modèle figurant en annexe I-A du présent arrêté. Ce modèle d'attestation peut être intégré dans tout document sous réserve que les informations et leur agencement qu'il prévoit ne soient pas modifiés.</p>
<p>Constats :</p> <p>Voir le point de contrôle n°3 du présent rapport.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Voir le point de contrôle n°3 du présent rapport.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 5 : Tri 6-8 flux

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/07/2021, article L.541-21-I
Thème(s) : Risques chroniques, Mélange de déchets triés
Prescription contrôlée : I.-Les déchets collectés séparément afin de faire l'objet d'une opération de préparation en vue de la réutilisation, de recyclage ou d'autres opérations de valorisation ne sont pas mélangés avec d'autres déchets ou matériaux ayant des propriétés différentes.
Constats : Les flux et les filières sont bien identifiés sur le site. Les différents flux collectés séparément ne font pas l'objet de mélange. Les bennes collectées font l'objet d'un tri manuel (hebdomadaire) pour séparer les DEEE, les piles et le réemploi. L'exploitant dispose également d'un contrat avec l'organisme Eco-Maison.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Traçabilité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2024, article R.541-45
Thème(s) : Risques chroniques, Trackdéchets
Prescription contrôlée : I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.
Constats : L'exploitant est bien inscrit sur Trackdéchets. Le SIRET a été contrôlé et est en corrélation (exploitant, Trackdéchets, GUN). La fiche établissement a été éditée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Traçabilité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2024, article R.541-43
Thème(s) : Risques chroniques, Registre chronologique
Prescription contrôlée : I.-Pour l'application du I de l'article L. 541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans.
Constats : Il a été constaté peu de déchets dangereux sur site. Ils sont tracés sur Trackdéchets Pour les déchets non dangereux, l'exploitant tient à jour un registre interne. Les années 2022-2023 et 2024 ont été transmises à l'inspection et examinées : <u>Concernant l'analyse du registre sortant 2024</u> 64% des déchets sont expédiés pour être à nouveau regroupés ou triés. (code R12) Cette valeur ne semble pas correspondre à l'attendu général au sortir d'une installation de tri, transit et regroupement , dont l'objectif est d'envoyer en valorisation ou en centre de stockage. Par ailleurs, il est constaté que 24 lignes n'ont pas de code de traitement renseignés, soit environ 85 tonnes sans code de traitement. <u>Concernant l'analyse du registre entrant 2024</u> 302 lignes n'ont pas de code de traitement renseignés, soit environ 6829 tonnes sans code de traitement. <u>Concernant le document sur les taux de valorisation</u> 20 019 tonnes ont été traitées en 2024. 87% vont vers des filières de valorisation. 13% vont à Amailloux (Centre d'enfouissement ISDND SUEZ). Le document fait état de "verres ménagers". L'exploitant nous a déclaré ne plus prendre en charge cette activité désormais.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <u>Concernant l'analyse du registre sortant 2024</u> L'exploitant confirmera que 64% des déchets sont expédiés pour faire l'objet d'un tri, transit ou apporter les corrections aux codes des déchets sortants Par ailleurs, l'exploitant apportera les modifications utiles pour compléter les codes de traitement manquant sur les 24 lignes concernées.

Concernant l'analyse du registre entrant 2024

L'exploitant apportera les corrections sur les 302 lignes (6829 tonnes) identifiées pour compléter les codes de traitement manquants(y compris sur les années antérieures le cas échéant).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Traçabilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article Article 1er

Thème(s) : Risques chroniques, contenu du registre chronologie des déchets entrants

Prescription contrôlée :

Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.

Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :

- la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;
- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ;

c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;

<p>d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
<p>Constats :</p> <p>voir le point de contrôle n°7 du présent rapport et les demandes formulées à l'exploitant.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Traçabilité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article Article 2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, contenu du registre chronologie des déchets sortants</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.</p> <p>Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date de sortie de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de l'expédition du déchet ; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ; <p>c) Concernant l'origine du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'adresse de l'établissement ; - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; <p>d) Concernant la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le

déchets, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;

- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

e) Concernant la destination du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;

- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;

- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;

- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;

- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats :

voir le point de contrôle n°7 du présent rapport et les demandes formulées à l'exploitant.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Traçabilité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-48-4
Thème(s) : Risques chroniques, Attestation sur l'honneur
Prescription contrôlée : I.-Les producteurs des déchets non dangereux qui ne sont pas pris en charge par le service public local de gestion des déchets ne peuvent faire procéder à leur élimination dans des installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux non inertes que s'ils justifient respecter les obligations de tri prescrites par les articles L. 541-21-1, L. 541-21-2, L. 541-21-2-1 et L. 541-21-2-2. A cette fin, est transmise chaque année à l'exploitant de l'installation une attestation sur l'honneur signée par les représentants légaux des producteurs de déchets concernés comprenant : 1° La liste de leurs obligations de tri ; 2° La description des éléments de nature à démontrer le respect de ces obligations et notamment la liste des collectes séparées mises en place et les consignes de tri associées. L'attestation sur l'honneur du producteur de déchets est transmise, préalablement à la réception de tout déchet pour l'année en cours, par ce producteur ou, lorsque les déchets sont apportés à l'installation par un autre détenteur que celui-ci, par ce dernier.
Constats : Se reporter au point de contrôle n°3 aux demandes formulées à l'exploitant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

N° 11 : Information préalable à l'admission des déchets en centre de tri

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13
Thème(s) : Actions nationales 2025, Réception des déchets dans le centre de tri, transit, regroupement
Prescription contrôlée : Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet, à la (ou aux) collectivité(s) de collecte ou au détenteur une information préalable qui contient les éléments ci-dessous. Elle consiste à caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères d'acceptation dans une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation. Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires. a) Informations à fournir : - source (producteur du déchet) et origine géographique du déchet ; - informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ; - données concernant la composition du déchet, dont notamment les constituants principaux

(nature physique et chimique) ; - apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ; - code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - en cas d'un déchet relevant d'une entrée miroir, éléments justifiant l'absence de caractère dangereux ; - résultats du contrôle de radioactivité pour les déchets susceptibles d'en émettre, si le contrôle est effectué en amont de son admission sur le site de l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation ; - au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation.
Constats : Les informations préalables sont demandées et sont suffisantes pour caractériser globalement le déchet.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Procédure d'admission des déchets dans le centre de tri

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I, 3.4
Thème(s) : Actions nationales 2025, Réception des déchets dans le centre de tri, transit, regroupement
Prescription contrôlée : 3.4 Procédure d'admission a) Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant : - vérifie l'existence d'une information préalable en conformité avec le point 3.3 ci-dessus, en cours de validité ; - réalise un contrôle de la radioactivité des déchets susceptibles d'en émettre, s'il dispose d'un dispositif de détection sur site et si le contrôle n'a pas été effectué en amont de l'admission ; - recueille les informations nécessaires au renseignement du registre prévu par l'article R. 541-43 du code de l'environnement et mentionné dans l'arrêté du 29 février 2012 susvisé ; - réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement ; - délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site. Dans le cas de réception de déchets dangereux (rubrique n° 2711), le bordereau de suivi de déchets dangereux vaut accusé de réception. [...] d) En cas de non-présentation d'un des documents requis ou de non-conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, l'exploitant : - refuse le chargement, en partie ou en totalité, ou - si un document manque, peut entreposer le chargement en attente de la régularisation par le producteur, la ou les collectivités en charge de la collecte ou le détenteur. L'exploitant de l'installation de transit, regroupement ou tri adresse dans les meilleurs délais, et au plus tard quarante-huit heures après le refus ou la mise en attente du déchet, une copie de la notification motivée du refus du chargement ou des documents manquant, au producteur, à la (ou aux) collectivité(s) en charge de la collecte ou au détenteur du déchet.
Constats :

<p>Les informations préalables sont demandées</p> <p>Le site est équipé d'un dispositif de détection de radioactivité.</p> <p>Une opération de contrôle est réalisée à l'arrivée du déchet: En cas de non conformité, SUEZ réalise un bon de réception indiquant le déclassement (avec photos et description). Ce document est transmis par mail au client.</p> <p>L'objet et le corps du mail sont identiques pour tous les envois de bons de réception (conformes et non-conformes).</p> <p>Ces mails pourraient être plus explicites de façon à différencier la transmission d'une fiche conforme, d'une fiche non conforme et attirer l'attention de destinataire.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Entreposage des déchets dans le centre de tri

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I, 3.5</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Réception des déchets dans le centre de tri, transit, regroupement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>3.5 Entreposage des produits et déchets</p> <p>Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets sont distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).</p>
<p>Constats :</p> <p>Comme mentionné au point de contrôle n°1, le marquage des aires d'accueil est à mettre en place.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>